

**Session du 26 juin 2017**

**Introduction Grégory BLANC**

Monsieur le Président, Chers collègues,

La séquence électorale est terminée. Nous pourrions comme d'habitude entrer dans une analyse binaire, entre gagnants et perdants. Nous croyons sincèrement que l'enjeu n'est pas là. Certes les élus de la majorité ont plus ou moins clairement soutenus les candidats LR ou UDI, et les élus de notre groupe ont eu des positions plus diverses, entre EM et autres candidats de gauche.

Et après ? Nous assistons au début d'une reconfiguration de la vie politique. Nous assistons surtout à une formidable volonté de fonctionner différemment et à une véritable demande de travail en commun, en dépassant les débats artificiels et les postures.

Ce message convient bien aux élus de notre groupe : pour quitter les postures sans se renier, il faut proposer, travailler sur le fond des dossiers pour débattre, dialoguer, donner du sens. C'est ce que nous essayons de faire ici depuis des années. Mais qu'il y ait accords ou désaccords, pour travailler ensemble, il faut être plusieurs ! Il y a là un problème de méthode, j'y reviendrai.

Cette session est celle du Compte administratif de l'année précédente et du BS. C'est celle qui permet de mettre en perspective la trajectoire de la collectivité.

Or, loin des cocoricos, celle-ci ne fait que se stabiliser : si la situation s'améliore très légèrement par rapport à 2014, elle se dégrade par rapport à 2015. Nous le savons tous, prendre 2014 en année de référence est quelque peu malhonnête, tant elle fut au bord de l'insincérité budgétaire. Donc attention aux postures, celles où seuls les chiffres qui plaisent sont pris. Le chemin du redressement effectif sera encore long, ce Département demeure toujours sous respiration artificielle.

A l'examen, 4 facteurs permettent de stabiliser la situation :

1. **Premièrement : un reste à réaliser de 20M€ d'investissements.** C'est considérable, du jamais vu. C'est quasi l'équivalent du montant total des années 2012.2013.2014.2015 !!! **Forcément, quand à ce niveau on reporte sur 2017 des investissements prévus en 2016, ça améliore le résultat !**

2. **Une réelle maîtrise des charges.** Elle permet d'amortir la baisse des dotations. C'est un effort de gestion important, et d'un point de vue comptable, global, nous le saluons. Nous, quand nous sommes d'accord, nous n'avons pas peur de le dire publiquement.
3. **Aux mesures prises par lors du précédent quinquennat en 2014, lié à un redémarrage de l'activité économique.** En 2016, c'est 9M€ de recettes supplémentaires liées aux DMTO atténuant fortement la hausse du montant des allocations de solidarité.

**Il y a toujours un problème quant au financement des transferts imposés par la décentralisation Raffarin de 2004.** On regrette que vous n'ayez eu un mot positif pour souligner l'intérêt des mesures prises en 2014 sous le quinquennat Hollande. Ce n'est pas suffisant, mais on en mesure aujourd'hui les effets.

4. **A la hausse de fiscalité pour rembourser la dette.** Nous voulons sur ce point attirer l'attention de tous. En quelques années, notre département est passé d'un des taux les plus faibles à celui ayant le taux le plus élevé de tout le grand ouest. Aujourd'hui, le ratio de fiscalité directe/ recettes de fonctionnement nous amène à 36% là où la moyenne est à 30%. Bref, il n'y a plus de marges fiscales sauf à surponctionner le contribuable !

La situation demeure précaire, deux ratios permettent de le constater :

- Il faut 9,9 années pour rembourser la dette contre 8,8 en 2015 quand la moyenne est à 4,2 pour les départements comparables, et encore, votre mode de calcul pas très orthodoxe, interroge !
- Notre taux d'autofinancement continue de s'effriter : 8,44% en 2015 et 7.1% en 2016. C'est vrai, en 2014, nous étions à 6,06%.

Dans cette situation, il nous appartient donc de chercher toutes les marges de manœuvres possibles en étant toujours vigilant sur la gestion des fonds publics. Pour cela rien de mieux que d'associer les énergies !

Or, depuis 2015, pas une seule de nos propositions n'a été reprise. **Trop souvent nous avons face à nous un véritable refus du dialogue et du débat, avec des projets tout ficelés qui tombent du ciel administratif. Il y a dans ce département, nous l'avons déjà dit, un problème de méthode, un refus d'avoir un vrai travail en commun. Il y a une façon de concevoir les responsabilités publiques qui n'est pas la nôtre.** Quand la situation est délicate, il est indispensable d'associer les énergies, pas seulement celles de la minorité, mais aussi celles des forces vives de nos territoires.

Ce fonctionnement où l'on découvre des powerpoints avec de grandes orientations, de grands principes, sans capacité à discuter des enveloppes budgétaires qui vont les accompagner, cela présente bien peu d'intérêt. On discute dans le flou sans entrer dans le concret.

Depuis 2015, c'est pourtant ce à quoi nous assistons :

- **Votre projet de mandature**, aucune possibilité de discuter,
- **Le schéma enfance-famille**, très beau sur le papier, mais avec des carences : aucune proposition reprise, aucun cadrage financier. Pourtant à la lumière des difficultés de l'appel à projet, on aurait pu imaginer un autre processus de co-construction.
- **Sur la réforme de l'organisation des MDS**, là encore un beau schéma présenté en session, mais depuis l'impossibilité de débattre de sa mise en œuvre. Pourtant, ça tangué dans les services, avec de véritables conséquences pour les habitants et nos partenaires. Avec aussi des conséquences budgétaires. Depuis 2015, il y a eu 5 réformes de l'organisation rendant les fonctionnements illisibles. Tout n'est pas à jeter, mais bien des choses sont à remettre à plat. Les interventions des agents dans les familles sont devenues trop tardives pour déclencher des mesures de prévention. Conclusion : depuis début 2017, le nombre d'ordonnances de placement en établissement a quasiment doublé. C'est dire s'il y a de réels dysfonctionnements, et donc un gros problème dans le pilotage.
- **Sur l'insertion enfin, vous avez poliment écouté nos propositions très concrètes en décembre.** Nous vous disions qu'il y a urgence à agir pour abaisser et le nombre d'allocataires et le coût global du RSA.  
Ce que réalisent la Loire-Atlantique ou l'Ille et Vilaine n'a rien d'impossible dès lors qu'il y a une volonté. Or, toujours rien de concret, sauf un énième grand document d'orientations.

Cette mécanique d'un travail administratif qui tombe du ciel trouve son point d'orgue avec l'appel à projet « protection de l'enfance ». Vous nous avez écartés, puis maintenant que vous êtes en difficulté, vous jouez l'ouverture pour chercher des cautions. Nous aurions pu simplement nous opposer en contestant. Non, nous avons travaillé, formuler une position claire, en demandant un moratoire le temps de remettre à plat avec chaque acteur du territoire, à la fois pour accéder au dossier, pour clarifier la question de l'emploi et celle du cadrage budgétaire.

Nous reparlerons du dossier sur le fond lors des délibérations protection de l'enfance. Mais d'un point de vue budgétaire, votre méthode va coûter quelques millions au moment même où vous serrez la vis sur la prévention ? Quelle cohérence ? Il y a ici une fuite en avant.

Nous avons le même sentiment avec le travail sur la sectorisation qui est une nouvelle fois reporté. Nous avons le même sentiment sur le collège de Beaupréau, où il va falloir mettre des préfabriqués pour endiguer la hausse des effectifs, comme cela a été dit publiquement avec les élus du territoire. En sortant des postures conservatrices, nous aurions pu anticiper lors de la création du Lycée. Au final, tout cela aura de nouveau des coûts que nous aurions pu éviter en sortant des postures.

**Monsieur le Président, personne n'a raison tout seul.** Pas plus nous que vous. Comme le demande les français, travaillons ensemble. Cela n'empêchera pas à la majorité d'être majoritaire, et à la minorité de continuer de jouer son rôle de vigie démocratique.

**Mais travailler ensemble, c'est aussi accepter qu'en dehors des votes budgétaires, il puisse se dégager des majorités d'idées. Voilà une façon moderne de concevoir les responsabilités publiques. Or, êtes-vous prêt à cela ?**

En conclusion, chers collègues, nous aborderons une nouvelle fois cette session avec un réel espoir démocratique, celui que le message de cette séquence électorale puisse ici être entendu.